



Cofinancé par Union l'Européenne



Burkina Faso : Stabilité et développement pour les personnes dans les espaces frontaliers

Mandatée par le Gouvernement fédéral allemand et l'Union Européenne, la GIZ soutient le Burkina Faso pour une meilleure gestion de ses zones frontalières afin d'améliorer les conditions de vie, la sécurité et la stabilité.

Les défis

Le Burkina Faso souffre depuis quelques années de la situation de plus en plus instable dans les pays voisins du Mali et du Niger. Les frontières ne sont ni marquées ni adéquatement contrôlées et n'offrent pas une protection optimale pour la population. En particulier dans les régions frontalières avec le Niger et le Mali, la criminalité se propage facilement. En même temps, les conditions de vie des habitants sur place sont souvent très mauvaises, car ils ne disposent pas d'une bonne infrastructure et n'ont pas accès aux biens vitaux comme l'eau ou l'éducation. Très souvent l'accès aux soins médicaux n'est possible qu'après de longues heures de route. Les perspectives sont par conséquent faibles. Des groupes criminels, des trafiquants d'armes et d'êtres humains profitent de la situation pour élargir leur contrôle sur les espaces frontaliers.

Approche de solution

En réaction à ce défi, le Burkina Faso a élaboré avec l'appui de la GIZ, une Stratégie Nationale de Gestion des Frontières (SNGF). Le ProGEF contribue à sa mise en œuvre, afin de stabiliser le pays, créer de meilleures perspectives pour la population et prévenir une radicalisation dans les zones frontalières à travers une approche intégrée. Plusieurs structures seront créées au niveau local, national et régional afin d'améliorer,

| | |
|--|--|
| Nom de Projet | Programme de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers au Burkina Faso (ProGEF) |
| Commanditaire | Union Européenne (UE) Ministère fédéral des Affaires Etrangères (AE) |
| Organisation de mise en œuvre | Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH |
| Région de projet | Burkina Faso, espaces frontaliers avec le Mali et le Niger |
| Responsable sur le plan politique | Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD) |
| Durée globale | 01.12.2016 – 31.12.2020 |
| Valeur | 35,54 Mio. EUR (30 Mio. EUF; 5,54 Mio. AE) |

aussi bien la sécurité que les conditions de vie des populations. Les institutions partenaires reçoivent des conseils sur la manière de gérer efficacement les zones frontalières. Les forces de sécurité telles que, la Douane, la Gendarmerie et la Police, apprennent lors des formations, comment effectuer des contrôles frontaliers d'une manière sensible aux conflits et selon les normes des droits humains, à prévenir la corruption et à mieux collaborer.

Parallèlement, les infrastructures socioéconomiques sont améliorées : de forages, de centres de santé et des écoles sont construits, afin que la population ait accès à l'eau, aux soins médicaux et à l'éducation.

En outre le programme encourage la coopération transfrontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, un facteur clé pour assurer la stabilité à long terme dans la région.



Mise en œuvre par



Comment nous procérons ...

Le projet se concentre sur quatre champs d'actions dans le cadre de la gestion intégrée des frontières :

- Renforcement du cadre institutionnel et juridique
- Mise en réseau des acteurs chargés du contrôle et de la sécurité des frontières
- Extension des services sociaux de base et amélioration de la gestion de crise dans les espaces proches des frontières
- Amélioration du pilotage, de la coordination et du suivi du programme national de gestion des frontières

Mesures et activités :

- Formation et interconnexion d'environ 900 agents de sécurité au niveau national, local et régional à ce jour
- Développement de 4 cadres de concertation en collaboration avec le Mali et le Niger
- Des stratégies et de textes juridiques pour la coopération transfrontalière
- Appui technique et politique au partenaire du projet, mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation
- Construction et réhabilitation de 50 forages, 4 écoles et 7 centres de santé et une piste
- Formation sur la gestion du changement et appui-conseils organisationnels pour les collaborateurs du Ministère
- Formation et sensibilisation afin d'améliorer la gestion des crises dans au moins 50 communes

La priorité est la protection des personnes. Tout est mis en œuvre pour que les droits des groupes particulièrement vulnérables tels que les femmes, les personnes handicapées, les réfugiés et les migrants soient pris en compte et renforcés.

... pour de véritables impacts

D'ici 2020, il est prévu d'atteindre les résultats suivants :

- **Cadre juridique renforcé** : au moins 50 % des recommandations de la commission nationale des frontières visant à améliorer le cadre juridique de la gestion des frontières, au niveau institutionnel et juridique ont été mises en œuvre.
- **Plus de sécurité et de stabilité** : Le taux de satisfaction de la population en matière de protection des frontières et de sécurité dans les zones d'intervention du projet a augmenté de 20%
- **Meilleures Prestations de base** : l'accès de la population aux services sociaux de base (eau, soins de santé, éducation) augmente de 5%.
- **Appropriation et gestion locale** : le Gouvernement burkinabè a mis en œuvre au moins 50% de sa Stratégie Nationale de Gestion des Frontières.

Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Afrique (EUTF)

Le projet est financé par l'EUTF et le Ministère fédéral des Affaires Etrangères. A travers le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Afrique, l'UE et ses états membres contribuent à promouvoir le développement économique, et à améliorer les conditions de vie des populations, la stabilité et la Bonne Gouvernance en Afrique.

Publié par:

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Siège de la société
Bonn et Eschborn
Allemagne

Programme Gestion Intégrée des Espaces
Frontaliers au Burkina Faso (ProGEF)
01 BP 1485 Ouagadougou 01
Burkina Faso

<https://www.giz.de/en/worldwide/60367.html>

https://ec.europa.eu/europeaid/regions/africa/eu-emergency-trust-fund-africa_en

Contact:

progef@giz.de

Photos:

©GIZ

Le projet est cofinancé par l'Union Européenne et le Ministère fédéral des Affaires Etrangères. La GIZ est responsable du contenu de la présente présentation.

Lieu et date de
parution:

Ouagadougou, Burkina Faso
Mai 2019